



Cérémonie des vœux 2018

Discours de Denis Masseglia

Président du CNOSF

Paris, le 11 janvier 2018

Bonsoir à toutes et à tous en ce début d'année 2018.

Bienvenue à la Maison du sport français. Permettez-moi de saluer les différentes personnalités présentes ce soir : notre ministre, Laura Flessel, nos anciens ministres, Edwige Avice, Alain Calmat, Jean-François Lamour, Emmanuelle Assmann présidente du CPSF, le directeur général de Paris 2024 Etienne Thobois, le directeur de l'INSEP, Ghani Yalouz, les présidents de fédération et les représentants des partenaires et des médias.

Un salut particulier aux membres de la commission médicale du CNOSF pilotée par Alain CALMAT et qui ont tenu cet après-midi leur première réunion du mandat.

Je souhaite excuser les personnalités qui n'ont pas pu répondre à notre invitation, et notamment Tony Estanguet que son engagement comme président du Comité d'organisation des championnats du monde de canoë-kayak 2017 retient à Pau ce soir.

Merci d'avoir une pensée pour toutes celles et ceux qui nous ont quittés et que nous allons saluer par vos applaudissements.

J'aimerais commencer ce discours des vœux par ce qui fut l'événement de l'année 2017, à savoir, bien évidemment, l'attribution à Paris et à la France de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Ces Jeux seront ceux du centenaire et c'est la première fois qu'une ville aura l'honneur de célébrer cet anniversaire.

Alors, il faut tout, sauf banaliser ce succès, historique pour le sport français, historique pour la France.

Il n'y a jamais de victoire sans une stratégie efficace et sans une détermination sans faille. C'est pour cela que je pense nécessaire de rappeler que la perspective d'une candidature de Paris 2024 s'est dessinée au sein du Conseil d'administration du CNOSF réuni le 12 juillet 2011 au lendemain de la très difficile campagne d'Annecy 2018.

Il n'était pas évident, ce jour-là, d'imaginer que l'on pouvait rebondir avec succès tellement nous étions meurtris par le résultat du vote : 7 voix seulement pour une candidature française, ce qui ne manquait pas d'interpeller sur nos chances de pouvoir un jour parvenir à décrocher le Graal olympique. On peut reconnaître que les sceptiques avaient quelques arguments à présenter mais une majorité claire se dégagea pour affirmer notre ambition olympique.

Pour la première fois dans l'histoire des candidatures de la France nous étions déterminés à ce que l'on tienne compte des enseignements de nos échecs passés et à ce que, si candidature nouvelle il devait y avoir, elle devait émaner du mouvement sportif et être portée par lui. Si ces affirmations peuvent paraître comme évidentes aujourd'hui, elles n'en étaient pas moins à ce moment-là comme relevant d'une certaine nouveauté, voire d'un challenge non dénué de risque.

La machine était lancée. Pour que la candidature soit effective, il fallait d'abord clairement indiquer que nous n'imaginions pas être candidats pour 2022. Cette prise de position ferme a forcément déçu les villes qui auraient souhaité prétendre à candidater, mais elle a aussi positionné le CNOSF comme décideur et acteur majeur de celle de 2024.

La suite nécessitait que l'on fasse d'abord une analyse de nos échecs successifs et que l'on s'organise différemment au niveau des relations internationales du sport français.

Cet objectif de rayonnement international se devait d'être illustré et compris auprès de la famille olympique internationale. Quoi de mieux que les Jeux Olympiques de Londres pour en faire la démonstration ? Le Club France que nous y avons organisé a surpris par sa dimension, par son succès de fréquentation, par son ouverture au grand public, son impact médiatique et sa capacité à célébrer les Jeux.

A l'occasion des Jeux de Londres nous avons fait la démonstration que nous avons envie d'accueillir le monde. La famille olympique était impressionnée par ce que le Comité national olympique et sportif français proposait. Les observateurs internationaux s'intéressaient à nous différemment et la perspective d'une candidature 2024 commençait à poindre. Elle se dessina d'autant plus que le Président de la République, François Hollande, a fait au Club France, justement, un discours fondateur, encourageant le mouvement sportif à prendre l'initiative et disant même que si ses représentants estimaient favorables les conditions d'une candidature, il conviendrait qu'ils en assurent le pilotage.

Ne restait plus qu'à travailler pour que le projet 2024 soit mis sur les rails. Cette incitation présidentielle allait permettre la création du CFSI, le Comité français du sport international. Il fallait pour conduire la stratégie internationale du sport français quelqu'un qui rassemble et dont l'expérience des relations internationales soit incontestable. L'homme providentiel existait en la personne de Bernard Lapasset. Je veux saluer ici très chaleureusement le rôle essentiel joué par Bernard. Merci Bernard pour tout ! La suite, vous la connaissez, avec d'abord l'étude d'opportunité dont les travaux constituent encore la base de l'héritage à bâtir et dont la conclusion était claire quant aux perspectives de victoire française. Hasard du calendrier, mais

le hasard fait parfois bien les choses, le CIO menait concomitamment ses échanges pour établir l'agenda 2020.

Ses conclusions seront un facteur déterminant d'appréciation pour l'engagement dans l'aventure des pouvoirs publics et de la ville de Paris en particulier. Je veux ici souligner le rôle d'Anne Hidalgo. La Maire de Paris a toujours indiqué qu'elle souhaitait attendre les conclusions tant de l'étude d'opportunité que de l'agenda 2020 avant de s'engager. A partir du moment où les conditions de son engagement étaient remplies, elle s'est lancée résolument, avec enthousiasme, avec passion et une énorme envie de convaincre pour démontrer aux membres du CIO que Paris 2024 était bien le meilleur projet pour l'avenir des Jeux. La présentation de l'étude d'opportunité à l'Hôtel de ville symbolisait déjà la démarche unitaire qui allait être la marque de fabrique de notre candidature.

La dernière étape avant la campagne proprement dite aura été la déclaration officielle de candidature, qui eut lieu le 23 juin 2015, ici même à la Maison du sport français, comme un symbole pour affirmer que c'était de là que tout était parti. Merci à Guy Drut d'avoir agi pour qu'il en soit ainsi. La campagne aura été, elle, marquée par la confirmation du talent de Tony Estanguet révélé de façon exceptionnelle à la Philharmonie de Paris.

Nous partîmes à cinq et nous retrouvâmes que deux à l'arrivée. Entretemps, et successivement, Hambourg, Rome et Budapest renoncèrent pour diverses raisons. Pour autant, avec un niveau d'exigence jamais démenti, une motivation partagée et un professionnalisme affiché, Paris 2024 aura peu à peu marqué les esprits à travers les présentations successives de Doha, de Aarhus et de Lausanne, pour la session du CIO, où la présence et la prestation du Président de la République Emmanuel Macron furent déterminantes. Le match à deux qui s'annonçait avec Los Angeles finit par un mariage, avec le CIO comme grand témoin.

Je veux souligner le rôle essentiel qu'a tenu le Président Thomas Bach dans ce processus. En souhaitant que la session du CIO prenne la décision d'attribuer en même temps les Jeux de 2024 et de 2028, le Président du CIO avait clairement fixé les règles du jeu, et les membres, même les plus réticents, ont fini par le suivre. Il n'y avait plus qu'à savoir qui, de Paris ou de Los Angeles, accueillerait les Jeux en premier. Notre détermination, notre unité et la qualité de notre dossier ont fait en sorte qu'il y ait la plus heureuse des fins.

Celle-ci marque ainsi la concrétisation d'une aventure commune, sans faille, à laquelle le CNOSF a participé avec l'unique et permanente préoccupation de servir la candidature, s'affichant quand il fallait s'afficher, s'effaçant quand il fallait s'effacer.

Merci à tous ceux qui s'y sont employés, les équipes du GIP, les athlètes, entraîneurs, dirigeants et salariés du CNOSF qui n'ont jamais compté leur temps, en particulier lors des Jeux Olympiques de Rio et de la Journée olympique du 23 juin dernier. Merci très chaleureusement à tous, merci aussi aux autres acteurs de la candidature, l'Etat et les ministres successifs qui s'y sont investis, la région Ile-de-France, précieuse et efficace, comme sa présidente, Valérie Pécresse, les collectivités de Seine-Saint-Denis concernées au premier rang, la ville de Marseille, qui accueillera la voile et a reçu avec ferveur le 21 septembre la visite conjugulée du Président de la République et du Président du CIO, et merci enfin à tous les autres,

acteurs institutionnels ou économiques, partenaires sociaux, médias, membres de la société civile ou du mouvement sportif...Y compris les plus humbles qui rêvaient avec nous de ramener les Jeux en France.

La présentation de Lima aura été le point d'orgue tant attendu, même si ce fut sans le suspense qui sied aux grandes décisions. Tous ceux qui y ont participé ont voulu jusqu'au bout faire honneur à leurs couleurs. Je veux en particulier souligner la qualité de la prestation de Youssef Halaoua et Nantenin Keita, propulsés pour la première fois sur le devant de la scène et qui ont été magnifiques.

Je souhaite vous dire à cet instant de mon propos le sentiment de fierté que j'ai ressenti en signant le contrat de ville hôte à Lima. C'était tout le mouvement sportif français que je représentais en cet instant, tous ses clubs, tous ses animateurs, tous ses bénévoles et cela restera le plus important, le plus émouvant moment de ma vie de dirigeant sportif.

Et maintenant ? Qu'allons-nous faire ? Et bien c'est simple, il n'appartient qu'à nous de faire en sorte que ces Jeux soient aussi Nos Jeux. Je crois pouvoir résumer le sentiment général en disant que nous n'avons pas de doute quant à la réussite de l'organisation, même si tout ne sera pas un long fleuve tranquille. Nous avons en Tony Estanguet un formidable leader, unanimement reconnu. Il est le symbole de Paris 2024.

Tony va repartir avec la plupart de ceux qui l'ont accompagné au sein du GIP Paris 2024. C'est à la fois logique et sain que les artisans du projet en assurent la réalisation et je les salue collectivement.

Nous devons aider le futur COJO sans la moindre réserve pour que la réussite soit au rendez-vous et pour que ces Jeux, que nous avons tous voulus intensément, soient une opportunité unique pour le mouvement sportif français dans toutes ses composantes.

Nous avons rendez-vous avec l'Histoire, d'abord pour que nos athlètes soient performants, et ensuite pour que notre mouvement soit renforcé à l'horizon 2024. Performance et Développement, c'est aussi l'enjeu des travaux qui vont s'ouvrir le 30 janvier prochain et qui devront aboutir au modèle sportif français de demain. Vous m'avez souvent entendu parler de modèle sportif et de gouvernance. Le temps est venu des questionnements et, je l'espère, des réponses à apporter. Dès le retour de Lima, lors de la réception organisée à l'Élysée, le Président de la République a indiqué son souhait de réformer le modèle sportif français, sa gouvernance, son mode de financement pour le rendre plus agile, plus efficace parce que c'est aussi l'une des conditions de réussite de l'aventure 2024. Le Premier ministre a, quant à lui, précisé dans la lettre de mission à la ministre des Sports, que devait être engagée une démarche de confiance envers le mouvement sportif français, en donnant davantage d'autonomie aux fédérations sportives et au CNOSF, ainsi qu'aux acteurs locaux, et en recentrant l'action de l'Etat sur des missions essentielles de coordination, de réglementation et de contrôle, notamment éthique.

Laura Flessel, ministre des sports, est convaincue de la nécessité d'une remise en question et d'un travail plus concerté avec le mouvement sportif. Elle l'a affirmé dès sa prise de fonction et confirmé depuis.

Le modèle sportif français date des années 1960 et, depuis, le monde a changé, les pratiquants sportifs sont devenus des consommateurs, les nouvelles technologies ont bouleversé nos habitudes et c'est désormais une question de survie, notamment pour les fédérations et les clubs, de revoir notre modèle.

Je crois que ce diagnostic, émis par seulement quelques-uns il y a dix ans, est désormais partagé par beaucoup. Le sport fait partie intégrante de la société française et celle-ci est en train d'évoluer rapidement. Merci à Laura Flessel d'avoir pris les choses en main et organisé un comité de pilotage où l'Etat, les collectivités territoriales et le mouvement sportif sont représentés à part égale, ce qui est déjà en soi un signe fort. Bravo aussi d'avoir invité à ce même comité une représentation du monde économique. Il faut juste comprendre que ce dernier ne peut pas, ne doit pas, être considéré comme un simple financeur mais comme un acteur du sport à part entière, ne serait-ce que parce que les activités sportives représentent environ 2% du PIB. Un groupe permanent a été finalisé, des groupes thématiques vont être invités à débattre, les six premiers mois de l'année 2018 vont être studieux. Souhaitons-nous qu'ils soient productifs et efficaces pour que soit établi à la fin des travaux le dessin d'un nouveau modèle sportif, plus partenarial, plus participatif, plus responsabilisant et nous l'espérons tous, plus performant.

Ce mot de performance me semble devoir être replacé au cœur de toutes les réflexions. J'ai été personnellement frappé, lors du séminaire de travail organisé début décembre avec les équipes du CIO, par la volonté de ce dernier de se remettre en question et de rechercher les solutions d'efficacité maximale. Comment, dans une logique de durabilité, être plus performant sans forcément dépenser plus ?

C'est vers cela aussi que nous devons tendre. L'unité qui a prévalu au succès de Paris 2024 doit être le modèle inspirant pour l'addition des talents et des compétences, et notre pays ne peut plus rester une exception culturelle dans de nombreux domaines. Ce serait même une vraie fierté que le sport puisse montrer la voie à d'autres secteurs pour bâtir un modèle partenarial performant.

J'ai toujours indiqué que la rénovation du modèle sportif français était la clé de notre futur, c'était même le sous-titre de notre programme discuté et voté quasi-unanimement il y a 5 ans exactement : faire passer la France d'une Nation de sportifs à une Nation sportive.

Il faut que nous soyons à la fois solidaires et attentifs :

Solidaires parce que le modèle d'aujourd'hui nous a formatés dans des comportements individualistes et qu'il faut comprendre la nécessité d'en changer et d'accepter d'autres règles basées sur la crédibilité et la responsabilisation.

Attentifs car la rénovation du modèle sportif français ne peut être conçue que dans sa globalité. Les organisations du haut niveau et du développement des pratiques, tant au niveau national que territorial, ne peuvent se concevoir par analyse séparée et juxtaposition finale. Leur complémentarité doit être le fil conducteur de la réflexion d'ensemble, même si l'on peut s'accorder sur le fait que la stratégie du haut niveau s'inscrit davantage dans l'urgence au vu du temps qui passe et de la proximité des Jeux de Tokyo.

Il a beaucoup été écrit sur le sujet et c'est tant mieux. Nous avons, nous aussi, fait des propositions d'ensemble et nous sommes accordés avec la ministre pour confier à Claude Onesta le soin de faire des propositions sur le modèle organisationnel du sport de haut niveau français. Ses conclusions sont attendues avec impatience pour les jours à venir. Je suis convaincu qu'elles s'inscriront en harmonie avec les propositions que l'on pourra faire pour la globalité du modèle sportif français et de sa gouvernance.

Je l'ai dit précédemment, c'est le club qui doit être au cœur de nos réflexions parce que c'est de lui que tout part et que notre mouvement n'est plus rien sans lui. Si les Jeux doivent sensibiliser les Français à l'intérêt de pratiquer le sport, ils doivent aussi et d'abord servir la cause du mouvement sportif et de ses clubs. La problématique est néanmoins plus compliquée qu'il n'y paraît à première vue car nous devons concomitamment aider les clubs à évoluer en s'adaptant à de nouveaux modes de consommation et de pratique, tout en faisant en sorte qu'ils soient bénéficiaires prioritairement de l'effet Paris 2024.

Je vous mets en garde et c'est aussi pour cela que je parlais d'être attentifs. Les Jeux vont être un fantastique vecteur d'incitation à la pratique et générer de multiples initiatives pour capter de nouveaux adeptes qui pourraient se retrouver, demain, davantage intéressés par une organisation de type communautaire hors club ou par une pratique au sein d'une structure privée. Avoir conscience de ce risque ne suffira pas à le maîtriser, c'est pourquoi il nous faut d'ores et déjà anticiper et prévoir. Le congrès que nous avons organisé le 6 décembre dernier sur le thème du développement a montré notre capacité de création mais il nous faut aller plus vite et plus loin car le temps presse.

Il y a des initiatives émanant de clubs, particulièrement intéressantes et qui fleurissent ici ou là. Il faut permettre l'échange et le partage au-delà des clivages habituels et il faut aussi que l'information circule plus vite. Cela mérite une réflexion de fond qui doit aussi nous permettre de matérialiser davantage la force que représentent nos 180 000 associations.

Nous devons réfléchir ensemble à notre démarche globale et si nous ne le faisons pas, d'autres le feront à notre place et ce serait dommage. Je suis convaincu qu'il va falloir être ambitieux et créatifs pour susciter adhésion et enthousiasme et permettre ainsi au mouvement sportif, aux fédérations et aux clubs de profiter pleinement de l'élan qui sera créé par Paris 2024. Les nouvelles technologies ont changé le monde, à nous aussi d'en tirer le meilleur profit et d'adapter notre mode de fonctionnement en conséquence.

Cette réflexion stratégique pourrait même permettre d'aller au-delà du seul mouvement sportif et contribuer à la force du mouvement associatif. C'est aussi un sujet de mutualisation que nous menons actuellement avec nos collègues concernés et interrogatifs comme nous sur des questions basiques comme les emplois aidés ou la reconnaissance de l'intérêt général de nos actions.

Cette année 2018 doit donc être celle des initiatives. La plus importante sera bien sûr celle des travaux lancés pour la rénovation du modèle sportif français sous le co-pilotage de Laurence Lefevre et Patrick Bayeux. Ils ont toute notre confiance pour mener à bien cette mission si importante pour notre avenir.

Au-delà de la démarche de mutualisation basée sur la réflexion stratégique dont je viens de parler, 2018 devrait être marquée, pour le CNOSF, par d'autres initiatives parmi lesquelles deux que je crois particulièrement importantes et significatives.

La première concerne la célébration de la Semaine européenne du sport et par la même de Sentez-Vous Sport qui pourrait s'enrichir et évoluer pour plus de promotion à l'aune de 2024. Les discussions avec la ministre et son cabinet ont progressé de manière suffisamment marquée pour affirmer que nous sommes proches d'un projet plus global et s'inscrivant sur la durée jusqu'en 2024. La ministre devrait pouvoir en dévoiler la teneur lors de ses vœux, le 29 janvier prochain.

La deuxième concerne le partenariat avec France Télévisions. Avoir une chaîne identifiée sport est un challenge excitant qu'il nous est offert de relever. Nous pouvons faire en sorte d'assembler forces et moyens pour donner davantage de consistance à un tel projet, tant sur le plan technique que sur le plan économique, afin de convaincre l'ensemble des décideurs de franchir le pas. Le CIO l'a fait avec l'Olympic Channel en misant sur le rôle modèle des athlètes pour conduire les Jeunes à aller vers le sport et sa pratique. Il a montré la voie pour que le mariage Jeunesse et Sport évolue tout en restant logique et solide. Le CNOSF œuvre sans relâche depuis 20 ans pour que ce projet de chaîne sportive en gratuité et pour tous les sports devienne enfin réalité. Nous en sommes passés près, et même très près, dans d'autres circonstances. L'opportunité qui s'offre à nous aujourd'hui est exceptionnelle. Elle est toutefois soumise aux contraintes de réorganisation de France Télévisions, et c'est pourquoi l'union de toutes les forces sera d'autant plus nécessaire pour convaincre.

Ce serait un bel exemple d'héritage de Paris 2024 si nous y parvenions.

Cet héritage, dont il est souvent question mais qu'il nous appartient de construire avec le COJO et les autres partenaires, sera palpable dès la fin du mois puisque nous célébrerons la semaine olympique et paralympique à l'école. Cette semaine sera marquée par l'organisation d'un colloque ici même le 31 auquel nous vous attendons nombreux et qui doit établir les bases d'une relation plus étroite entre le monde éducatif et le nôtre. Nous avons la chance d'avoir en Jean-Michel Blanquer un ministre à l'écoute et convaincu des bienfaits de l'éducation par le sport. A nous aussi d'être volontaristes, y compris dans la configuration du modèle sportif français, pour que les passerelles deviennent effectives et solides.

L'éducation, la santé, le lien social, l'emploi et la formation sont autant de domaines où le sport a un rôle fondamental à jouer. C'est en ce sens qu'il nous faut valoriser l'apport des clubs sportifs à la société française. Il faut que nous puissions nous appuyer sur des données quantifiées et fiables pour cela. Là aussi, il y a à réfléchir sur les outils nécessaires tant pour l'apport sociétal des clubs que pour leur évolution.

Nous savons toutefois que la mise en œuvre n'est pas toujours facile, les budgets étant toujours limités et nécessitant de faire des choix. L'ensemble du mouvement sportif est inquiet : difficile de se projeter quand on vous parle de diminution des aides des collectivités territoriales ou de suppression des emplois aidés, et ce malgré les perspectives que laissent entrevoir Paris 2024. Il faudra le rassurer en même temps que chacun devra se rendre compte que nous basculons dans une autre ère pour le sport français. L'année 2018 sera une année charnière. Nous devons

l'aborder avec confiance, unité et détermination, parce que le monde d'aujourd'hui ne peut pas appartenir à ceux qui le voient au travers de leur expérience passée. Les mots d'agilité et d'efficacité prononcés par le Président de la République, nous devons aussi les faire nôtres.

D'ailleurs s'il en était besoin, nous pourrions faire la démonstration de notre capacité d'adaptation en faisant référence à la réforme territoriale. Les CROS vont tous être en conformité dans les semaines à venir; certains le sont déjà; tous vont procéder au renouvellement de leurs instances. Nous arrivons ainsi à la fin d'un long processus participatif qui va permettre une meilleure organisation de notre réseau territorial. CROS, CDOS et CTOS savent qu'ils sont des relais essentiels pour la déclinaison des actions voulues par le CNOSF. Je sais qu'ils sont enthousiastes et imaginatifs dans la perspective de 2024 mais je me dois de les tempérer tant il est nécessaire d'être en cohérence avec la stratégie et les contraintes du COJO. Nous serons tous plus efficaces ensemble que dans l'addition des initiatives individuelles.

Toujours au sujet de la réforme territoriale, je veux féliciter en particulier les fédérations qui avaient à régler des délicats sujets relevant des ressources humaines ou du patrimoine immobilier. Elles ont sans doute eu plus de difficultés que d'autres mais dans l'ensemble le mouvement sportif a su s'adapter et s'organiser en conséquence. La réforme territoriale doit aussi amener les fédérations à s'interroger sur leur propre gouvernance. Quelle que soit l'organisation territoriale, le club demeure. Il est la cellule de base de la fédération qui ne serait rien sans ses clubs. Vouloir davantage de clubs avec davantage de capacité d'expression ne peut passer que par la reconnaissance des clubs dans la vie fédérale. Cette démocratie directe, qui figure dans le programme du Président de la République, est une des clés du futur de l'associativité. Certaines fédérations l'ont mis en œuvre, y compris en utilisant les moyens modernes de vote pour diminuer les coûts. Le taux de participation des clubs ainsi reconnus et responsabilisés est absolument remarquable : il est révélateur d'une marque d'intérêt pour la fédération, leur fédération. Cette réforme, tout à fait possible sur le plan technique, est indispensable pour que le club soit effectivement au cœur du dispositif fédéral.

Dans le prolongement de l'attention particulière que nous nous devons de porter aux clubs, figurent les offres partenariales des partenaires du CNOSF dans une démarche de responsabilité sociale, notamment celles de Toyota France, Lacoste, Decathlon et BPCE.

Vous savez sans doute que le marketing olympique du CNOSF va être transféré au COJO à partir du 1^{er} janvier 2019. Même si les montants partenariaux ne sont pas au même niveau, certains de nos partenaires souhaitent être partenaires du COJO et nous ferons tout ce que pouvons pour qu'ils le soient, ne serait-ce que parce qu'ils ont capitalisé sur l'Olympisme pendant des années à nos côtés. Pour les autres, nous nous devons aussi de travailler avec le COJO pour trouver une ou des solutions alternatives afin que leur engagement olympique puisse perdurer.

Merci donc à tous nos partenaires et fournisseurs nationaux : FDJ, Lacoste, BPCE, Toyota France, MAIF, MDS, groupe VYV, Air France, Décathlon, L'Or le café, Eventeam, et Club Méditerranée, dernier venu au sein de la famille olympique, pour leur soutien et leur adhésion à nos projets. Merci aussi à nos partenaires média, France Télévisions et RMC. Une salutation particulière aussi aux partenaires

olympiques internationaux avec lesquels nous essayons également de bâtir des relations de proximité. L'expérience acquise par le CNOSF dans le contexte de la relation partenariale doit nous permettre de rester en lien avec celle que le COJO va installer. La Fondation du Sport Français, fondation Henri Sérandour, aura sans doute un rôle important dans ce contexte et j'ai plaisir à rappeler qu'au moment de sa mise en place, nous avons déjà sans doute une petite idée de son utilisation. Merci enfin à toutes les entités avec lesquelles le CNOSF a une convention d'actions et qui contribuent ainsi à son rayonnement.

J'ai aussi à cœur de vous parler des salariés du CNOSF. Je crois pouvoir être assez bien placé pour savoir ce que les uns et les autres font et pouvoir témoigner tant de leur engagement que de leur professionnalisme.

Certes, et c'est le lot de toutes les organisations humaines, il y a parfois quelques difficultés mais c'est le rôle des dirigeants de créer les conditions d'un fonctionnement harmonieux. Nous avons donc procédé à quelques changements tant de personnes que d'organisation. Je sais que celle-ci est essentielle et qu'elle doit permettre à chacun de trouver sa place dans un contexte qui doit être simple et responsabilisant. Je sais aussi que le management est fait d'un mélange équilibré de bienveillance et d'exigence. Aujourd'hui tout est en ordre pour un fonctionnement optimal, nous avons même depuis quelques jours un nouveau directeur exécutif et allons choisir un nouveau directeur ou directrice de la communication. Merci à tout le personnel pour sa compréhension et son adhésion d'ensemble pour que le CNOSF soit plus à même de relever le triple défi du service aux membres, de la rénovation du modèle sportif français et, bien sûr, de Paris 2024.

Ce triple défi nous l'aborderons avec une nouvelle équipe à laquelle vous avez accordé une légitimité incontestable. Je voudrais d'abord dire tout le plaisir qui est le mien de poursuivre la conduite des affaires avec Jean-Michel Brun, Jean-Lou Charon et les deux Jean-Pierre, Mougin et Siutat. Leur soutien, leur fidélité et surtout leurs compétences respectives sont autant d'éléments stabilisants et rassurants pour la bonne marche de notre institution. Le Bureau exécutif est harmonieusement complété par trois autres vice-présidents délégués : Brigitte Henriques, Bernard Amsalem et Nicolas Belloir, trois autres vice-présidents : Véronique Moreira, Sarah Ourahmoune et Patrice Martin, et un secrétaire général adjoint, Bruno Delor. Bernard Giudicelli y apporte son expertise en tant que conseiller. Je voudrais leur dire à tous combien je suis heureux de travailler avec eux dans un esprit de loyauté et de confiance réciproque.

L'organisation des différentes commissions et des différents groupes de travail s'est faite sous la houlette de Jean-Michel Brun. Nous avons essayé de veiller au respect de la diversité et des équilibres. Avec 3 Vice-Présidentes et autant de Présidentes de commission, notre nouvelle équipe est davantage représentative en termes de mixité.

Le congrès du 6 décembre a montré la qualité du travail inter-commissions, partagé et mutualisé. Ces deux adjectifs sont aussi caractéristiques de l'état d'esprit qui a prévalu lors de la réunion de la commission du sport professionnel qui rassemble fédérations et ligues professionnelles dans un objectif d'expression collective.

Merci aussi aux membres du Conseil d'administration de leur apport constructif manifesté dès les premières séances et jamais démenti par la suite. Merci enfin aux

conciliateurs et aux membres du comité de déontologie, avec un salut particulier à Bernard Foucher qui a choisi de passer la main après tant d'années de bons et loyaux services.

Après ces remerciements autant sincères que mérités, j'aimerais adresser quelques félicitations, d'abord à trois personnes, trois dirigeants de grande qualité qui ont obtenu des succès en 2017. Je suis très heureux que Jean-Christophe Rolland ait pu intégrer le CIO, j'en éprouve beaucoup de fierté. Peut-être un jour sera-t-il rejoint au CIO par un autre président de fédération internationale, en l'occurrence David Lappartient, qui a brillamment gagné son pari de devenir président de l'Union Cycliste Internationale. Enfin, le troisième dirigeant est Jean-Michel Brun, confortablement élu au Comité exécutif des Comités olympiques européens, face à une redoutable concurrence. Tous trois font honneur au sport français. Leurs parcours illustrent une ambition, c'est tout le but du parcours « ambition internationale » mis au point par le CNOSF et qui rassemble chaque année de plus en plus d'adeptes.

Je souhaite aussi bien sûr féliciter tous ceux qui ont organisé un championnat du monde ou d'Europe l'an dernier et présenter tous mes vœux de réussite pour les organisations 2018, avec une pensée particulière pour cette grande première que constitue la Ryder Cup.

Je souhaite terminer ce discours des vœux en évoquant les athlètes. Je voudrais d'abord féliciter Gwladys Epangue et Fabien Gilot pour leur élection à la tête de la Commission des athlètes de haut niveau (CAHN) et leur souhaiter pleine réussite dans leur mission. J'en profite pour saluer Olivier Girault, champion olympique et nouvellement élu comme Président de la ligue professionnelle de handball.

J'ai dit dans mon intervention de Lima que les athlètes étaient l'âme de Paris 2024 et c'est vrai. Nos athlètes ont été formidables d'engagement et d'implication. Un immense bravo pour cela. Un grand coup de chapeau aussi à celles et ceux qui se sont illustrés au cours de l'année 2017, les handballeurs et les handballeuses, champions du monde la même année, les tennismen qui ont apporté à la France son 10^{ème} succès en Coupe Davis, Teddy Riner champion du monde pour les 9 et 10^{ème} fois, Pierre Ambroise Bosse, Kevin Mayer et Yohann Diniz auteurs d'un fabuleux triplé historique pour l'athlétisme français, le deux de couple Azou-Houin qui l'a emporté sans coup férir pour célébrer la fin de carrière de Jérémy Azou, Sofiane Oumiha, au sommet du noble art, Tessa Worley, les vainqueurs des Jeux mondiaux de Wroclaw et bien sûr Martin Fourcade, champion du monde pour la 11^{ème} fois en 2017.

Martin va défiler le 9 février prochain à la tête d'une très belle délégation française lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de PyeongChang, quelques jours avant que Marie Bochet n'en fasse de même lors de celle des Jeux Paralympiques.

Ces Jeux d'hiver 2018 revêtent un relief particulier, et ce, pour plusieurs raisons : Comment d'abord ne pas souligner le symbole de paix et de rapprochement entre les peuples qui vient d'être opéré, grâce aux Jeux, entre les deux Corée. Ce qui se passe montre la puissance des Jeux et de l'Olympisme, et c'est important de le souligner.

La deuxième raison est que ces Jeux se dérouleront 50 ans quasiment jour pour jour après ceux de Grenoble, ce qui doit rappeler plein de souvenirs à celui qui y fut le dernier porteur de la flamme olympique, un certain Alain Calmat. Pour célébrer ce cinquantenaire, le CIO a conçu un label, celui de Festival Olympique, que l'on va donc inaugurer et célébrer, nous l'espérons tous avec faste, en organisant le retour de la délégation olympique à Grenoble.

La troisième est que ce seront les premiers Jeux Olympiques organisés après la désignation de Paris 2024. Ceci confère donc au CNOSF un statut inédit et lui impose quelques devoirs supplémentaires, notamment en termes de relations internationales aux côtés du COJO. Nul doute que cela contribuera aussi à ce que la délégation française soit encore plus observée.

Enfin, et cela tombe bien, nous allons à ces Jeux avec un potentiel de médailles jamais atteint et que chacun a bien l'intention de concrétiser. Je sais que Michel Vion et Didier Gailhaguet, présidents des deux fédérations de neige et de glace, ainsi que Luc Tardif, chef de mission, partagent cet optimisme. Ce sont même eux et leurs athlètes qui me l'ont communiqué. Alors, nous allons tous être derrière celles et ceux qui vont défendre nos couleurs en Corée du Sud et leur souhaiter d'aller au bout de leurs rêves olympiques et paralympiques.

2018 sera aussi l'année de la Coupe du monde de football, des Jeux Olympiques de la Jeunesse, des Jeux Méditerranéens, et de bien d'autres rendez-vous. Que cette année nous permette de vivre aux côtés des Bleus les plus belles émotions.

Merci à toutes et à tous pour votre écoute, vive le sport et très bonne année 2018.